

Allocation des ressources du FAD-11

Document de travail

Revue à mi-parcours du FAD-11
Octobre 2009
Helsinki, Finlande



FONDS AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT

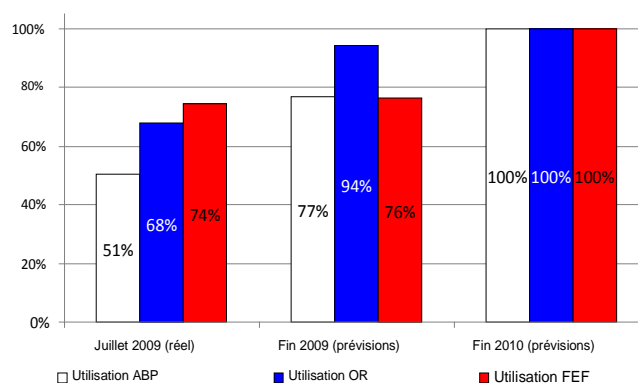
Résumé analytique

Le présent document analyse la mise en œuvre du cadre d'allocation des ressources du Fonds africain de développement (« FAD » ou « Fonds ») convenu pour la période de la onzième reconstitution générale des ressources du FAD (FAD-11).

Les ressources totales attendues au titre du FAD-11 s'élèvent à 5,95 milliards d'UC. À fin juillet 2009, les ressources disponibles pour engagement (c'est-à-dire les ressources internes et les souscriptions sans réserve reçues) s'établissaient à 4,253 milliards d'UC dont 3,14 milliards d'UC avaient été engagés, soit 74 % des ressources disponibles à cette fin. En outre, la réserve active des opérations du FAD prévues pour présentation au Conseil d'administration entre août et fin décembre 2009 totalisait 1,35 milliard d'UC, soit un montant supérieur à la capacité d'engagement actuelle du Fonds qui est de 1,12 milliard d'UC, sur la base des souscriptions inconditionnelles reçues au 29 août 2009. Il s'ensuit qu'en 2009, le FAD ne sera pas en mesure d'autoriser des engagements correspondant à la totalité de sa réserve de 2009, à moins que toutes les souscriptions éligibles ne soient effectivement payées. Par ailleurs, les plénipotentiaires sont invités à verser (en espèces ou engagements irrévocables) la troisième tranche de leur souscription aussitôt que possible et à autoriser un engagement précoce de leur souscription, afin de permettre au Fonds de continuer à fournir des ressources aux pays FAD au début de 2010.

Les ressources du FAD disponibles pour allocation sont réparties entre les ressources allouées sur la base de la performance (ABP), représentant 75 % des ressources totales après déduction des provisions pour imprévus, et les ressources supplémentaires destinées aux opérations régionales (17,5 %) et aux États fragiles (7,5 %). Une partie des ressources fournies au titre de ces fonds dédiés sont liées aux ABP des pays, mais ne sont pas strictement allouées par le système d'ABP. La Graphique de droite montre la situation des engagements pour chacune de ces ressources et démontre que l'allocation des ressources aura été fortement concentrée en début de cycle à fin 2009.

Situation réelle et projetée de l'utilisation des ressources du FAD-11



Les changements à apporter au cadre et à la formule d'ABP convenus pour le FAD-11 ont été mis en œuvre dans les processus d'ABP de 2008 et 2009. Eu égard au cadre d'ABP, ces changements ont consisté à calculer les ABP annuellement, à utiliser des moyennes mobiles pour calculer le revenu national brut (RNB) par habitant, à garder constantes les données démographiques pendant le cycle et à ne comptabiliser que les projets à problèmes dans la note de la performance du portefeuille pays (NPPP). Les changements apportés à la formule d'ABP ont consisté notamment à maintenir la séparation entre la gouvernance et l'évaluation des politiques et des institutions des pays (EPIP) et à utiliser une formule additive qui garde constants tous les coefficients de pondération. Les résultats de l'allocation montrent que le mécanisme révisé d'ABP est efficace pour orienter davantage de ressources vers les pays plus performants : en 2008 et 2009, 65 % et 64 % respectivement des ressources ont été allouées aux deux quintiles affichant les meilleures performances.

Néanmoins, lors de la mise en œuvre du cadre convenu, un nombre de problèmes liés à la conception et à l'application de la formule d'ABP ont surgi :

- i) La volatilité des NPPP reste beaucoup plus grande que celle de toute autre composante de la formule d'évaluation de la performance des pays.
- ii) La réduction des allocations résultant des abattements au titre de l'IADM peut, à moyen terme, créer des difficultés opérationnelles pour le Fonds dans un nombre limité de pays.
- iii) L'accession imminente du Cap-Vert au statut de pays éligible aux guichet BAD fait

naître le besoin, pour la Banque, d'élaborer une politique de reclassement qui fournira aux pays à financement mixte une combinaison adéquate de ressources pendant leur transition à une situation de solvabilité justifiant un accès exclusif au guichet de la BAD.

Les services de la Banque s'emploient à résoudre ces problèmes et ont étudié diverses solutions, en consultation étroite avec le groupe technique chargé de l'ABP des autres banques multilatérales de développement, lorsqu'un tel groupe existe. Pour éviter des perturbations au sein même du cycle, la plupart de ces problèmes doivent être résolus dans le contexte de la douzième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de développement (FAD-12) et non en milieu de cycle. La direction présentera des propositions détaillées aux plénipotentiaires lors des discussions sur le FAD-12.

Table des matières

| | |
|--|-----------|
| Abréviations et sigles | v |
| 1. Introduction | 1 |
| 2. Ressources disponibles pour allocation au titre du FAD-11 | 1 |
| <i>Ressources globales.....</i> | <i>1</i> |
| <i>Ressources ABP</i> | <i>2</i> |
| <i>Ressources disponibles pour les opérations régionales et les États fragiles</i> | <i>3</i> |
| 3. Cadre et résultats de l'allocation des ressources au titre du FAD-11 | 4 |
| <i>Système et améliorations de l'ABP.....</i> | <i>4</i> |
| <i>Résultats de l'allocation</i> | <i>6</i> |
| 4. Cadres des États fragiles et des opérations régionales..... | 9 |
| <i>Engagement accru dans les États fragiles.....</i> | <i>9</i> |
| <i>Renforcement de l'appui aux opérations régionales</i> | <i>10</i> |
| 5. Problématiques émergentes..... | 11 |
| <i>Volatilité des portefeuilles et incidence sur les allocations</i> | <i>11</i> |
| <i>Incidences de l'abattement au titre de l'IADM sur les allocations pays</i> | <i>12</i> |
| <i>Politiques de reclassification</i> | <i>13</i> |
| 6. Conclusion and recommandations | 13 |
| Annexe I: Classification des pays membres régionaux | 14 |
| Annexe II: Situation des souscriptions au FAD et état des paiements reçus au 20 août 2009 | 15 |
| Annexe III: Processus d'allocation basée sur la performance | 16 |

Tableaux

| | |
|--|----|
| Tableau 1: Ressources du FAD-11 et utilisation de celles-ci au 31 juillet 2009 | 2 |
| Tableau 2: Ressources des États fragiles | 9 |
| Tableau 3: Allocations aux pays potentiellement éligibles au pilier I en 2009..... | 10 |
| Tableau 4: Volatilité des portefeuilles | 12 |
| Tableau 5: Volatilité des portefeuilles et incidence sur les allocations | 12 |

Graphiques

| | |
|---|----|
| Graphique 1: Parts des prêts et des dons dans les approbations ABP durant le FAD-10 et le FAD-11..... | 3 |
| Graphique 2: Situation réelle et projetée de l'utilisation des ressources du FAD-11..... | 4 |
| Graphique 3: Part des ressources liées à l'ABP du FAD-8 au FAD-11 | 5 |
| Graphique 4: Allocation des ressources selon la performance du FAD-8 au FAD-11 | 6 |
| Graphique 5: Allocation des ressources selon la performance par année du FAD-11 | 7 |
| Graphique 6: Allocations moyennes par habitant au titre du FAD-11 selon la performance..... | 7 |
| Graphique 7: Classement des allocations dans le CSD | 8 |
| Graphique 8: Partage du financement des opérations régionales et exemptions | 11 |

Abréviations et sigles

| | |
|--------|--|
| ABP | Allocation basée sur la performance |
| BAD | Banque africaine de développement |
| CSD | Cadre de soutenabilité de la dette |
| EPIP | Évaluation des politiques et des institutions des pays |
| FAD | Fonds africain de développement |
| FAD-8 | Huitième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de développement |
| FAD-9 | Neuvième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de développement |
| FAD-10 | Dixième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de développement |
| FAD-11 | Onzième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de développement |
| FAD-12 | Douzième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de développement |
| FEF | Facilité en faveur des États fragiles |
| IADM | Initiative d'allégement de la dette multilatérale |
| NPPP | Note/Notation de la performance du portefeuille pays |
| PMR | Pays membres régionaux |
| RNB | Revenu national brut |
| UC | Unité de compte |

ALLOCATION DES RESSOURCES DU FAD-11

1. Introduction

- 1.1 Ce document a pour objet de présenter la mise en œuvre du cadre d'allocation des ressources du Fonds africain de développement (« FAD » ou « Fonds ») convenu pour la période de la onzième reconstitution générale des ressources du FAD (FAD-11). Il décrit brièvement les ressources actuellement disponibles pour affectation selon le système d'allocation basée sur la performance (ABP) et analyse les ressources mises de côté, tel que convenu, pour les opérations régionales et les États fragiles. Il passe par ailleurs en revue l'expérience à ce jour des améliorations au cadre adopté pendant le FAD-11. Enfin, il identifie un nombre de questions en suspens ayant trait à l'application du système d'ABP.

2. Ressources disponibles pour allocation au titre du FAD-11

- 2.1 Parmi les pays membres régionaux (PMR) de la Banque africaine de développement (BAD ou Banque), on dénombre actuellement 38 emprunteurs exclusivement éligibles au FAD (dont un pays en cours de reclassement) et deux pays à financement mixte¹ (voir annexe I : Classification des pays membres régionaux). L'éligibilité de chacun de ces pays aux ressources du FAD est déterminée par sa solvabilité, sa performance et son revenu national brut (RNB) par habitant. Les opérations mises en œuvre dans les pays exclusivement FAD peuvent par ailleurs être également financées au moyen du guichet du secteur privé de la Banque et des ressources non concessionnelles pour les projets-enclaves, à condition que les opérations et les projets en question remplissent les critères pertinents d'éligibilité². En outre, quelques emprunteurs qui sont actuellement inactifs pour cause de sanction devraient reprendre leurs activités au cours du FAD-11, sous réserve d'apurement de leurs arriérés envers le Groupe de la Banque.

Ressources globales

- 2.2 Les ressources totales attendues au titre du FAD-11 s'élèvent à 5,948 milliards d'UC (unités de compte). Comme le montre le tableau 1, les ressources disponibles pour engagement (c'est-à-dire les ressources internes et les souscriptions sans réserve reçues) s'établissent à 4,253 milliards d'UC.
- 2.3 À fin juillet 2009, 3,135 milliards d'UC avaient été engagés, soit 74 % des ressources disponibles à cette fin. Le solde disponible pour engagement s'élevait à 1,12 milliard d'UC. La réserve active d'opérations du FAD dont la présentation au Conseil d'administration est prévue entre août et fin décembre 2009 est estimée à 1,35 milliard d'UC, soit un montant supérieur à la capacité d'engagement actuelle du Fonds, sur la base des souscriptions inconditionnelles reçues à ce jour. Le FAD ne sera donc pas en mesure d'autoriser des engagements correspondant à la totalité de sa réserve active de 2009, à moins que toutes les souscriptions exigibles ne soient payées (voir annexe II : Situation des souscriptions du FAD et état des paiements). Les plénipotentiaires sont par conséquent invités à verser la troisième tranche de leur souscription aussitôt que possible³ et à autoriser un engagement précoce de leur souscription⁴, afin de permettre au Fonds de continuer à fournir des ressources aux pays FAD au début de 2010.

¹ Les pays à financement mixte sont ceux qui sont éligibles aux ressources à la fois du FAD et de la BAD. Pour plus d'informations, voir le document de revue à mi-parcours du FAD-11 intitulé « Questions relatives au régime des pays à financement mixte et à l'adoption d'une politique de reclassement des pays FAD ».

² Les critères d'accès aux financements de la BAD pour les projets ayant un grand impact sur le développement sont en cours de révision dans le contexte d'un examen en cours de la marge de manœuvre dont disposent les pays FAD pour contracter des emprunts sur une base non concessionnelle.

³ En vertu de la Résolution du FAD-11, le paiement de la troisième tranche est prévu le 30 avril 2010 au plus tard.

⁴ Conformément à la Résolution du FAD-11, la troisième tranche des souscriptions sans réserve peut être engagée à compter du 31 mars 2010.

Tableau 1: Ressources du FAD-11 et utilisation de celles-ci au 31 juillet 2009

| | Ressources attendues ⁵ au 2 février 2009 | Ressources disponibles (capacité d'engagement) ⁶ au 31 juillet 2009 | Ressources engagées ⁷ au 31 juillet 2009 | Solde |
|--|--|--|--|-----------------|
| Facilité en faveur des États fragiles | 408,43 | 515,17 | 382,42 | 132,75 |
| dont pilier I : financement supplémentaire | 253,94 | 253,94 | 133,02 | 120,92 |
| dont pilier II : apurement des arriérés | 129,1 | 235,84 | 232,60 | 3,24 |
| dont pilier III : assistance ciblée | 25,39 | 25,39 | 16,80 | 8,59 |
| Enveloppe des opérations régionales | 965,27 | 965,27 | 656,74 | 308,53 |
| Ressources ABP | 4 142,15 | 2 779,86 | 2 094,29 | 685,57 |
| Facilité pour la préparation des projets | 15,33 | 15,33 | 2,03 | 13,30 |
| Provisions pour imprévus | 416,9 | -22,83 | 0,00 | 22,83 |
| TOTAL | 5 948,08 | 4 252,80 | 3 135,48 | 1 117,32 |

Source: sauf indication contraire, les données présentées dans les tableaux sont générées par les services de la BAD

Ressources ABP

- 2.4 Les ressources disponibles pour allocation aux pays dans le cadre de l'ABP (voir annexe III : Processus d'allocation basée sur la performance) sont constituées des ressources totales reconstituées du FAD-11, plus les ressources reportées des reconstitutions précédentes du FAD, moins les provisions pour imprévus et les ressources mises de côté. Conformément à l'accord contenu dans le Rapport des plénipotentiaires, les ressources mises de côté, ou dédiées, consistent en deux programmes prioritaires pour les opérations régionales (17,5 % de l'enveloppe du FAD-11) et pour les États fragiles (7,5 % de l'enveloppe du FAD-11). Ces ressources, bien que liées aux ABP des pays, ne sont pas strictement allouées par le système d'ABP⁸. Après déduction des provisions pour imprévus⁹ et des ressources mises de côté, les ressources totales qui devraient être disponibles pour les ABP au titre du FAD-11

⁵ Voir Fonds africain de développement, 13 février 2009 : *Allocations pays du FAD-11 pour 2009*. FAD/BD/IF/2009/43.

⁶ Voir Fonds africain de développement, juillet 2009 : *Etat de la capacité d'engagement au 30 juin 2009*. FAD/BD/IF/2009/194. Les ressources disponibles pour le pilier II de la FEF comprennent le montant reporté de 102,94 millions du guichet FAD de la Facilité des pays sortant d'un conflit, plus 3,80 millions d'UC d'intérêt. Les ressources disponibles pour le pilier III ne sont constituées que des ressources du FAD, c'est-à-dire qu'elles ne comprennent pas les 60 millions d'UC alloués à même le résultat net de la BAD.

⁷ Ce montant comprend une surtaxe sur les dons calculée à partir de l'état de la capacité d'engagement. Le montant global sans la réduction des surtaxes sur les dons s'élève à 3,034 milliards d'UC, tel qu'indiqué dans le document de la revue à mi-parcours intitulé *Rapport d'activité sur les priorités opérationnelles fondamentales du FAD*.

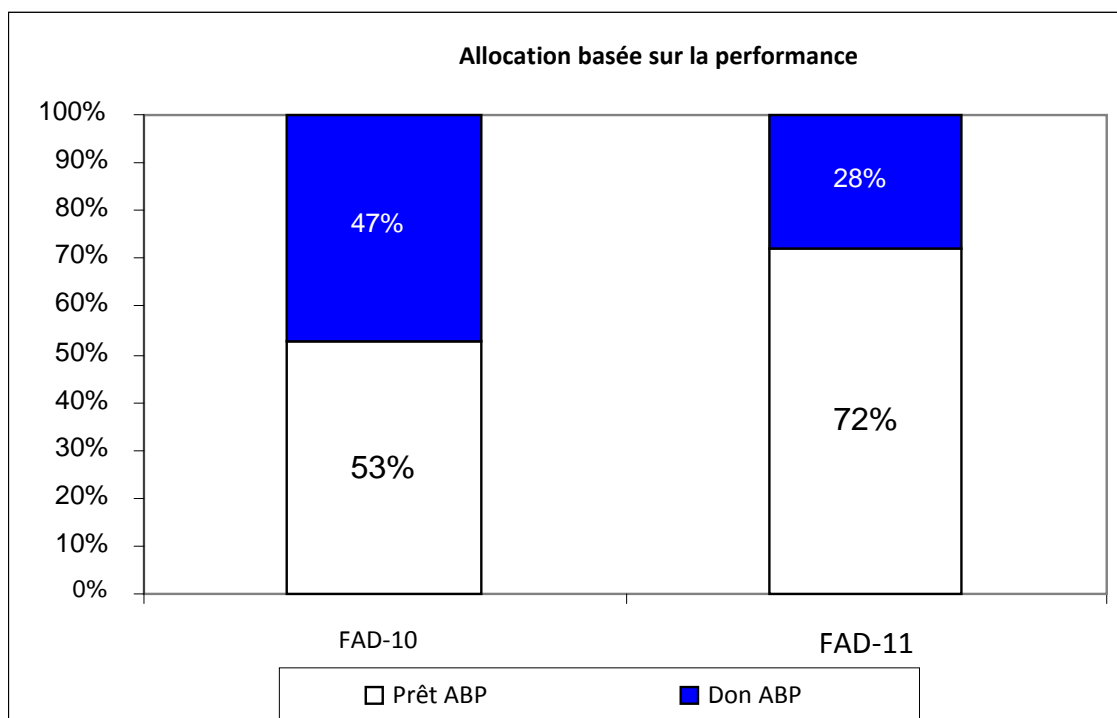
⁸ Voir Fonds africain de développement : *Cadre stratégique et opérationnel des opérations régionales*. FAD/BD/WP/2008/16 ; et Fonds africain de développement : *Stratégie d'engagement accru dans les États fragiles*. FAD/BD/WP/2008/10.

⁹ Les provisions suivantes sont appliquées : i) une provision de 1 % pour ajustements de change sur les souscriptions non payées, destinée à couvrir d'éventuels différentiels de change nets défavorables entre les taux de reconstitution convenus et les taux au comptant à la date à laquelle les souscriptions sont effectivement payées ; ii) une provision pour couvrir les imprévus sur les encaissements accélérés au titre du FAD-11 ; cette provision, qui s'établissait selon les calculs initiaux à 2 % du montant total des contributions, a été ajustée en 2009 pour tenir compte des calendriers des encaissements accélérés et des schémas des précédents paiements ; et iii) une provision relative à la fois aux souscriptions tardives et à celles assorties de réserve, pour s'assurer que seules les ressources disponibles pendant la période de reconstitution sont allouées (d'après les schémas des précédentes reconstitutions, ce montant est estimé à 350 millions d'UC). Le montant de ces trois provisions sera révisé régulièrement pour tenir compte des contributions réelles. Ces provisions représentent actuellement 7 % des ressources globales.

s'élèvent à **4,142 milliards d'UC¹⁰** (tableau 1).

- 2.5 Des 4,142 milliards d'UC en ressources attendues allouées par le système ABP, 2,094 milliards d'UC (51 % de l'enveloppe d'ABP) ont déjà été engagés. Il est prévu de soumettre 1,085 million d'UC du solde à l'examen du Conseil d'ici la fin de 2009. Ce montant s'accroîtra pour s'établir à 1,371 million d'UC d'ici le premier trimestre de 2010. Jusqu'ici dans le FAD-11, 64 % des engagements ABP par pays ont été destinés aux projets d'investissement et 36 % aux opérations d'appui budgétaire. L'importante proportion qui revient aux appuis budgétaires s'explique en partie par la concentration en début de cycle de la demande pour cet instrument à décaissement rapide. La réserve active 2009-2010 actuelle donne à penser que la part des appuis budgétaires tombera en dessous du plafond de 25 % convenu pour ce type d'opérations pendant le FAD-11 d'ici à la fin du cycle. Il ressort toutefois du dialogue en cours avec les PMR qu'il existe, dans le contexte de la crise financière, une solide demande pour des appuis budgétaires en remplacement des projets d'investissement, ce qui pourrait amener ces prêts à dépasser le plafond de 25 %. La direction suit de près ce ratio et notifiera le Conseil d'administration si la demande franchit le seuil de 25 %. La Graphique 1 illustre la répartition des approbations ABP en prêts et en dons. Cette répartition est conforme au Cadre de soutenabilité de la dette (CSD) convenu.

Graphique 1: Parts des prêts et des dons dans les approbations ABP durant le FAD-10 et le FAD-11



Note: Les chiffres se rapportant au FAD-11 correspondent aux approbations à fin juillet 2009.

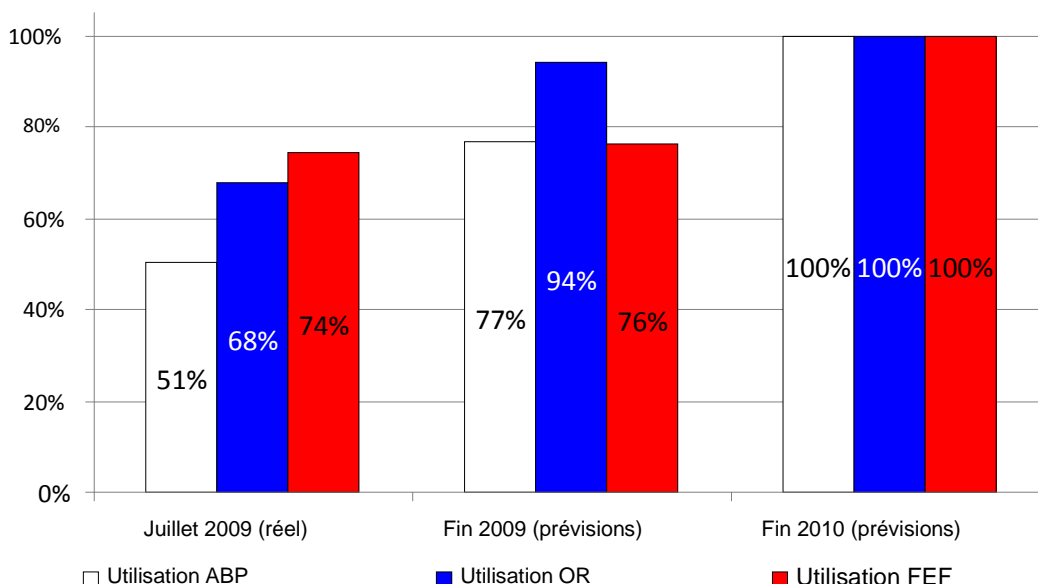
Ressources disponibles pour les opérations régionales et les États fragiles

- 2.6 Des 965,27 millions d'UC dédiés aux opérations régionales, 656,74 millions d'UC ont été engagés pour appuyer 16 opérations régionales, dont huit projets classifiés comme biens publics régionaux. Cela porte à 68 % le taux d'utilisation de l'enveloppe des opérations régionales. Une grande partie du solde de ces fonds (308,53 millions d'UC) devrait être engagée d'ici la fin de 2009 lors de la présentation des principales opérations phares au Conseil.

¹⁰ Au 2 février 2009. D'autres contributions seront signalées dans le processus d'allocation de l'année prochaine.

- 2.7 Des 515,17 millions d'UC dédiés à la Facilité en faveur des États fragiles (FEF), 382,42 millions d'UC ont été engagés (soit un taux d'utilisation de 74 %). Les ressources de la FEF devraient être épuisées au plus tard au troisième trimestre de 2010 (Graphique 2).

Graphique 2: Situation réelle et projetée de l'utilisation des ressources du FAD-11



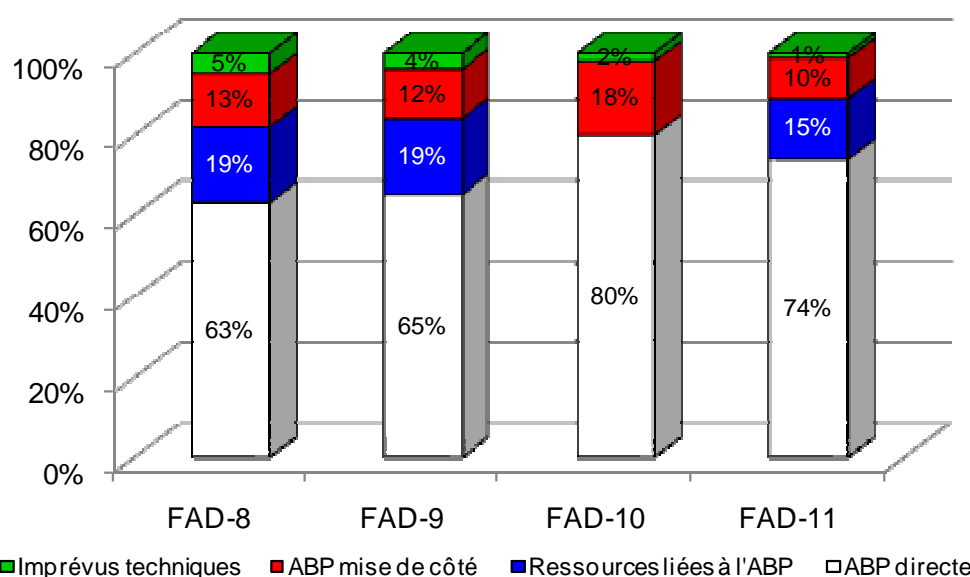
3. Cadre et résultats de l'allocation des ressources au titre du FAD-11

Système et améliorations de l'ABP

- 3.1 **Évolution des ABP.** Depuis 1999, le FAD se sert du cadre ABP pour allouer l'essentiel de ses ressources aux pays éligibles. Comme le montre la Graphique 3, pendant les périodes de la huitième et de la neuvième reconstitutions générales des ressources du Fonds africain de développement (FAD-8 et FAD-9), notamment de 1999 à 2001 pour le FAD-8 et de 2002 à 2004 en ce qui concerne le FAD-9, 82 % et 85 % des ressources totales ont été allouées strictement dans le cadre ABP (63 % au titre du FAD-8 et 65 % à celui du FAD-9) ou alors en se référant à ce cadre (19 %). La portion liée à l'ABP correspondait à une affectation supplémentaire de 50 % de l'allocation ABP normale mise à la disposition des pays performants pour financer les opérations d'appui budgétaire. Dans le cadre de la dixième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de développement (FAD-10), cette allocation aux appuis budgétaires a été intégrée dans le système ABP normal et 80 % des ressources totales ont ainsi été allouées strictement dans le cadre ABP, le solde étant converti en diverses ressources mises de côté, dont une proportion de 10 % dédiée aux opérations régionales. Pour la onzième reconstitution des ressources du FAD, les plénipotentiaires ont réaffirmé le rôle central de l'ABP en tant que système d'allocation, 75 % des ressources étant allouées directement par ce système et 15 % des ressources étant liées indirectement à celui-ci par le biais de systèmes multiplicateurs¹¹.

¹¹ Les autres ressources disponibles dans le cadre des opérations régionales correspondent aux deux tiers de la contribution provenant de l'ABP des pays participants. Les ressources soumises aux exceptions à la règle du partage des coûts pour les projets relevant des biens publics régionaux et celles des pays dont les allocations sont inférieures à 20 millions d'UC ne sont pas considérées comme étant liées à l'ABP. Les ressources complémentaires au titre du pilier 1 de la FEF sont un multiplicateur de l'ABP du FAD-10 des pays éligibles.

Graphique 3: Part des ressources liées à l'ABP du FAD-8 au FAD-11



Note: les provisions pour imprévus techniques ne comprennent pas la provision pour souscriptions tardives et celles assorties de condition de 350 millions d'UC.

3.2 **Cadre du FAD-11.** Deux séries d'ajustements clés apportés au cadre d'allocation du FAD-10 ont été adoptées pour le FAD-11, afin d'accroître la prévisibilité du processus d'allocation et de simplifier la formule dans le souci d'une plus grande transparence. La première série d'ajustements consistait en cinq principales améliorations :

- alignement du processus d'ABP des pays FAD sur l'année civile et sur la programmation opérationnelle ;
- utilisation de la classification CSD à compter du 1er janvier de chaque année opérationnelle ;
- utilisation des plus récentes données démographiques disponibles comme constante tout au long du cycle du FAD-11, pour amortir les changements démographiques au sein du cycle ;
- utilisation d'une moyenne mobile triennale pour calculer le revenu par habitant en vue du processus annuel d'allocation pays ; et
- changement de la notation de la performance du portefeuille pays (NPPP) de sorte à inclure uniquement les projets effectivement à problèmes plutôt que les projets effectivement et potentiellement à problèmes, ainsi qu'à utiliser des données trimestrielles et une échelle comprimée.

3.3 Pour simplifier davantage la formule, les ajustements ci-après ont été adoptés et appliqués au processus d'allocation, conformément à ceux effectués dans le cadre de la quinzième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement :

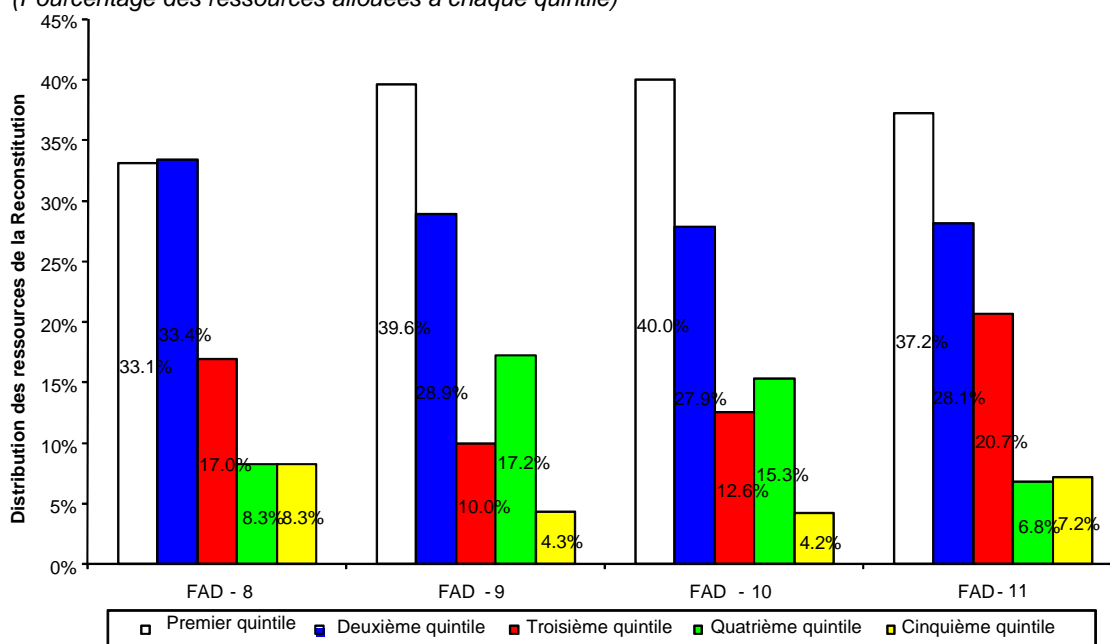
- Le double comptage de la gouvernance est éliminé et l'évaluation des politiques et des institutions des pays (EPIP) est maintenant divisée en deux parties, dont l'une comprend trois groupes (A, B et C) tandis que l'autre (groupe D) représente désormais le facteur gouvernance, le coefficient effectif de gouvernance étant inchangé.
- Une nouvelle formule additive a été appliquée, mais suite à une demande exprimée par les plénipotentiaires, le coefficient effectif de pondération des principales variables reste inchangé par rapport à la formule utilisée dans le FAD-10.

3.4 Les ajustements convenus ont été appliqués à deux années consécutives (2008 et 2009) et ont produit les résultats analysés ci-après.

Résultats de l'allocation

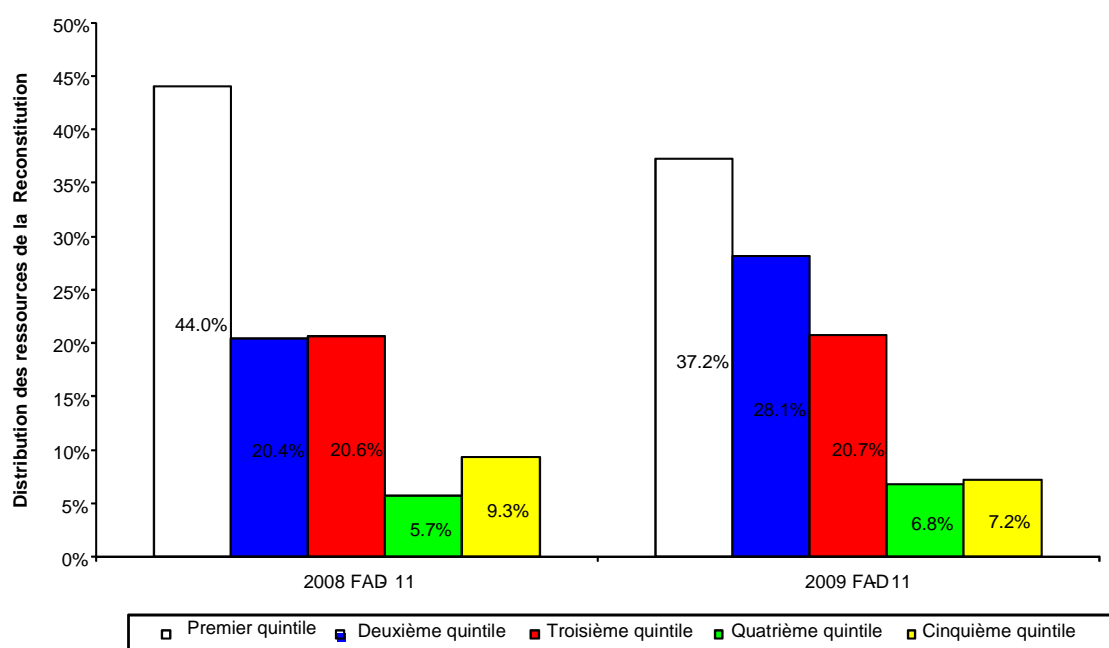
- 3.5 L'allocation des ressources du FAD aux PMR éligibles aux concours du FAD est un processus en trois étapes qui se déroule chaque année (annexe III). Premièrement, les ressources sont allouées aux pays éligibles selon la formule d'ABP, sur la base d'évaluations annuelles de la conjoncture des pays. Deuxièmement, les modalités de financement propres à chaque pays (prêt, don ou combinaison prêt/don) sont déterminées à l'aide de la classification établie grâce au CSD commun Banque mondiale-Fonds monétaire international. Troisièmement, les annulations des dettes des PMR au titre de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) sont déduites de l'allocation du pays bénéficiaire et les ressources fournies par les bailleurs au FAD pour compenser ces annulations sont ensuite réaffectées à tous les PMR exclusivement FAD à l'aide du système d'ABP.
- 3.6 **Répartition en termes de performance.** Les pays les plus performants ont systématiquement reçu une importante partie des ressources reconstituées du FAD (Graphique 4). La part des ressources totales du FAD allouée au quintile le plus performant a augmenté, passant de 33 % dans le FAD-8 à 40 % dans le FAD-10. Dans le FAD-11, le quintile le plus performant continue de bénéficier d'une proportion considérable des ressources (37 %). La diminution de la part relative revenant au premier quintile entre le FAD-10 et le FAD-11 tient essentiellement à la reclassification de la Tanzanie et du Sénégal, lesquels sont passés du premier au deuxième quintile en raison d'une baisse de leur performance. Cette évolution montre que le mécanisme d'allocation est efficace pour orienter davantage de ressources vers les pays plus performants.

Graphique 4: Allocation des ressources selon la performance du FAD-8 au FAD-11
(Pourcentage des ressources allouées à chaque quintile)



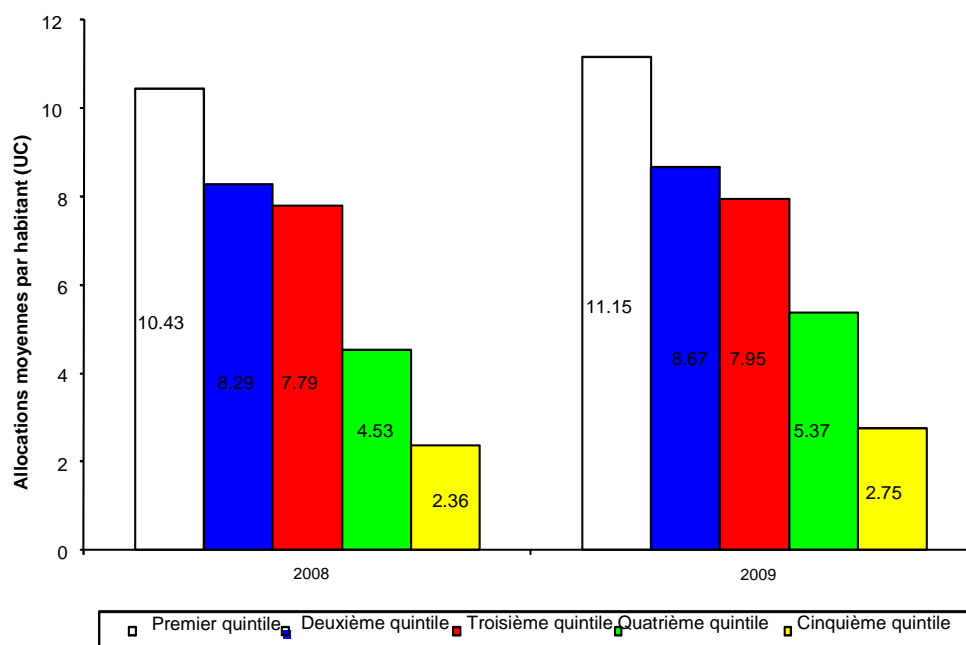
- 3.7 Dans le cadre du cycle du FAD-11, l'allocation des ressources selon la performance en 2008 et en 2009 confirme que la plupart des ressources sont orientées vers les deux quintiles les plus performants (64 % des ressources en 2008 et 65 % en 2009) (Graphique 5). La Graphique 6 confirme que les deux premiers quintiles bénéficient d'allocations par habitant qui sont également plus élevées.

Graphique 5: Allocation des ressources selon la performance par année du FAD-11



Graphique 6: Allocations moyennes par habitant au titre du FAD-11 selon la performance

(À l'exclusion des valeurs aberrantes)¹²
(En UC)

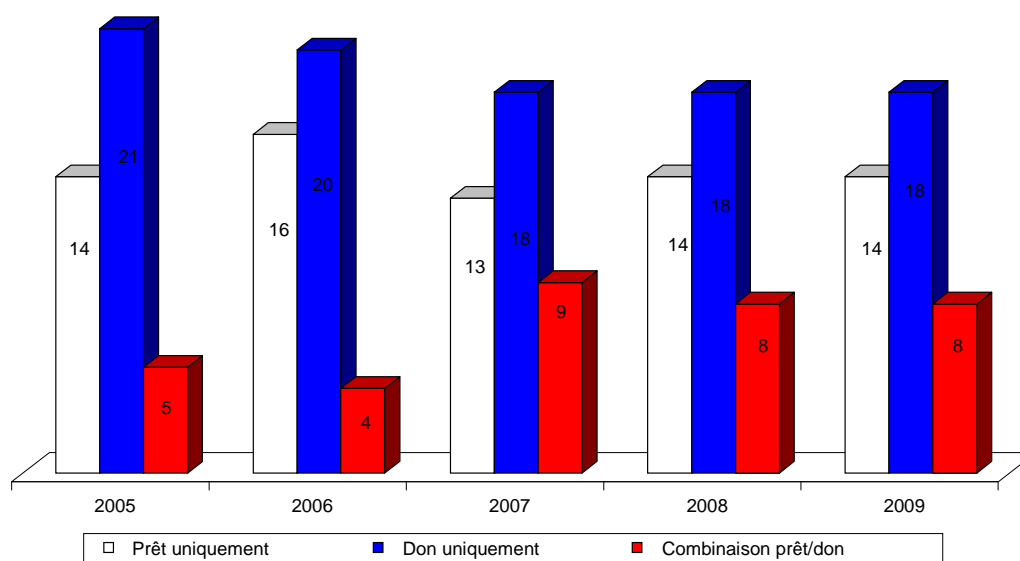


¹² Les allocations moyennes par habitant sont susceptibles d'être très vulnérables à l'incidence des valeurs aberrantes, telles que celles relatives aux petits pays dont l'allocation peut être de plusieurs fois la moyenne d'un quintile en raison de l'allocation minimum au titre du FAD. De tels pays ont par conséquent été exclus de tous les calculs de la graphique 6.

- 3.8 **Ajustements au CSD et à l'IADM.** Ainsi que le montre en détail l'annexe III, le CSD conjoint Banque mondiale-Fonds monétaire international est utilisé pour déterminer l'éligibilité des pays aux financements sous forme de dons, sur la base de leur risque de surendettement. Comme durant le cycle du FAD-10, une décote sur le volume de 20 % est appliquée à toutes les allocations sous forme de dons. Cette décote se décompose en deux éléments : i) une portion de 9,88 % à titre d'incitation destinée à prévenir le risque d'aléa moral et aider à maintenir le niveau du système d'incitation du FAD, tel que reflété dans ses ABP¹³ ; et ii) une portion de 10,12 % à titre de frais pour compenser le manque à gagner en remboursement de capital et commissions sur les dons.
- 3.9 Les ressources fournies à travers l'enveloppe dédiée aux opérations régionales le sont normalement aux mêmes conditions (applicables aux prêts ou aux dons) que l'allocation ABP du pays bénéficiaire. En ce qui concerne les États fragiles éligibles¹⁴ aux dons, leur allocation ABP n'est assujettie qu'à la portion de la décote sur le volume liée aux commissions. En d'autres termes, la portion de la décote sur le volume liée à l'incitation ne s'applique pas dans ce cas¹⁵.
- 3.10 La part globale des dons a baissé régulièrement, passant de 34,3 % en 2005 à 25,6 % en 2009. Ceci reflète les changements au niveau du classement des pays dans le CSD et des résultats des processus annuels d'ABP. Sur cette période, le nombre de pays ayant un risque élevé de surendettement (éligibles exclusivement aux dons) s'est réduit, alors que le nombre de pays à risque modéré (éligibles à une combinaison dons/prêts) s'est accru (Graphique 7).

Graphique 7: Classement des allocations dans le CSD

(Nombre de pays par catégorie)



- 3.11 L'IADM assure une annulation à 100 % de la dette éligible envers le FAD, l'Association internationale de développement et le Fonds monétaire international, aux pays qui ont atteint le point d'achèvement au titre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés. Pour les pays qui remplissent les conditions requises pour l'allègement de la dette au titre de

¹³ Les ressources générées par l'application de l'abattement à titre d'incitation sont réaffectées à tous les pays exclusivement éligibles au FAD, au moyen de la formule d'ABP, pour limiter le risque d'aléa moral associé à l'octroi de conditions plus favorables à des pays dont le risque de surendettement est modéré ou élevé.

¹⁴ Aux fins de la planification des allocations, le terme « États fragiles » désigne ici les neuf pays potentiellement éligibles au pilier I de la FEF. Au cas où le pays ne deviendrait pas éligible, son allocation serait ajustée en conséquence.

¹⁵ La décote sur le volume des dons ne s'applique pas aux allocations complémentaires au titre du pilier I de la FEF, car ces allocations, bien que liées à l'ABP, ne sont pas strictement affectées par le système ABP.

l'IADM, les paiements au titre du service de la dette arrivant à échéance sont déduits de l'allocation des pays concernés au cours de toute année donnée, au moyen d'un mécanisme d'abattement. Les ressources fournies par les bailleurs au Fonds pour compenser ce manque à gagner dû à l'annulation des dettes au titre de l'IADM sont ensuite réaffectées à tous les pays exclusivement éligibles au FAD à l'aide du système ABP. Cette démarche permet d'assurer que l'ensemble des pays éligibles au FAD bénéficie de l'IADM, et non uniquement les pays pauvres très endettés, et d'établir un lien entre le transfert des ressources et la performance des pays.

- 3.12 Si le mécanisme d'abattement de l'IADM peut avoir une certaine incidence sur les allocations pays (les allocations FAD de quelque 16 pays ont diminué cette année en raison de l'abattement), l'annulation de dette au titre de l'IADM fournit cependant à ces pays un soutien à leurs budgets nationaux dont ils ont grandement besoin. Par ailleurs, les flux nets en faveur de chaque pays éligible à l'IADM (allocation moins service de la dette) restent d'un niveau au moins égal à celui précédant l'annulation de leur dette et la correction qui s'en suit. Dans de nombreux cas, ces flux sont même plus élevés grâce à la redistribution des montants déduits.

4. Cadres des États fragiles et des opérations régionales

Engagement accru dans les États fragiles

- 4.1 Tel que convenu avec les plénipotentiaires, une allocation spéciale de 7,5 % des ressources du FAD-11 moins les provisions pour imprévus, soit 408,43 millions d'UC, a été affectée à la FEF (tableau 2). Les ressources du pilier II de la FEF ont été complétées par le transfert du solde de 179,36 millions d'UC de ressources de la Facilité des pays sortant de conflit. Enfin, compte tenu de la demande importante de ressources de la FEF, le Conseil d'administration a approuvé une allocation de 60 millions d'UC du revenu net de la Banque, en soutien des activités du pilier III (tableau 2).

Tableau 2: Ressources des États fragiles

| Guichet \ Source | Allocation du FAD-11 | Ressources reportées du PCCF | | Revenus tirés des ressources du PCCF | Allocation à même le résultat net de 2008 de la BAD | Ressources totales |
|-------------------------------------|----------------------|------------------------------|--------------|--------------------------------------|---|--------------------|
| | | FAD | BAD | | | |
| <i>I Financement supplémentaire</i> | 253,94 | - | - | | - | 253,94 |
| <i>II. Apurement des arriérés</i> | 129,10 | 102,94 | 62,70 | 13,72 | - | 308,46 |
| <i>III Assistance ciblée</i> | 25,39 | - | - | - | 60,00 | 85,39 |
| Total Ressources | 408,43 | 102,94 | 62,70 | 13,72 | 60,00 | 647,80 |

Note: PCCF = facilité des pays sortant d'un conflit

- 4.2 **Dans le cadre du pilier I** de la FEF, des allocations supplémentaires ont été fournies à neuf pays sortant de crise ou en transition, en sus de leurs allocations au titre du processus d'ABP normal. Le montant de l'allocation supplémentaire de chaque pays a été déterminé en multipliant par 1,97 la moyenne des meilleures allocations annuelles du pays pendant le FAD-10 (processus connu sous le nom de « high 2 ») (tableau 3). Un plafond de 60 millions d'UC et un plancher de 10 millions d'UC s'appliquent. Les ressources de ce guichet ont été engagées à hauteur de 58 % pour appuyer le Burundi, la République centrafricaine, les Comores, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Libéria et la Sierra Leone.

Tableau 3: Allocations aux pays potentiellement éligibles au pilier I en 2009

| Pays | Alloc. FAD-10 suivant « high 2 » sans PCEF et 5 millions | Supplément avec application du plafond et du plancher* | Allocations pays finales du FAD-11 | Allocation finale incluant FAD-11 et supplément |
|---------------------|---|---|--|---|
| Burundi | 23,45 | 46,09 | 46,28 | 92,38 |
| Rép. centrafricaine | 6,03 | 11,85 | 17,72 | 29,57 |
| Comores | 0,49 | 10,00 | 5,26 | 15,26 |
| Rép. dém. du Congo | 193,78 | 60,00 | 187,06 | 247,06 |
| Côte d'Ivoire | 23,33 | 45,87 | 45,77 | 91,64 |
| Guinée-Bissau | 2,05 | 10,00 | 11,86 | 21,86 |
| Libéria | 6,62 | 13,01 | 31,72 | 44,73 |
| Sierra Leone | 21,75 | 42,76 | 29,03 | 71,79 |
| Togo | 7,30 | 14,36 | 28,25 | 42,60 |
| Total | 284,81 | 253,94 | 402,95 | 656,89 |

| | |
|---|-------------|
| Facteur de financement supplémentaire (excluant pays soumis à plancher et plafond) | 1,97 |
|---|-------------|

Sur la base de « high 2 » excluant le PCEF (facteur de renforcement post-conflit) et 5 millions

* Les montants de 60 millions d'UC et 10 millions d'UC renvoient au plafond ou au plancher

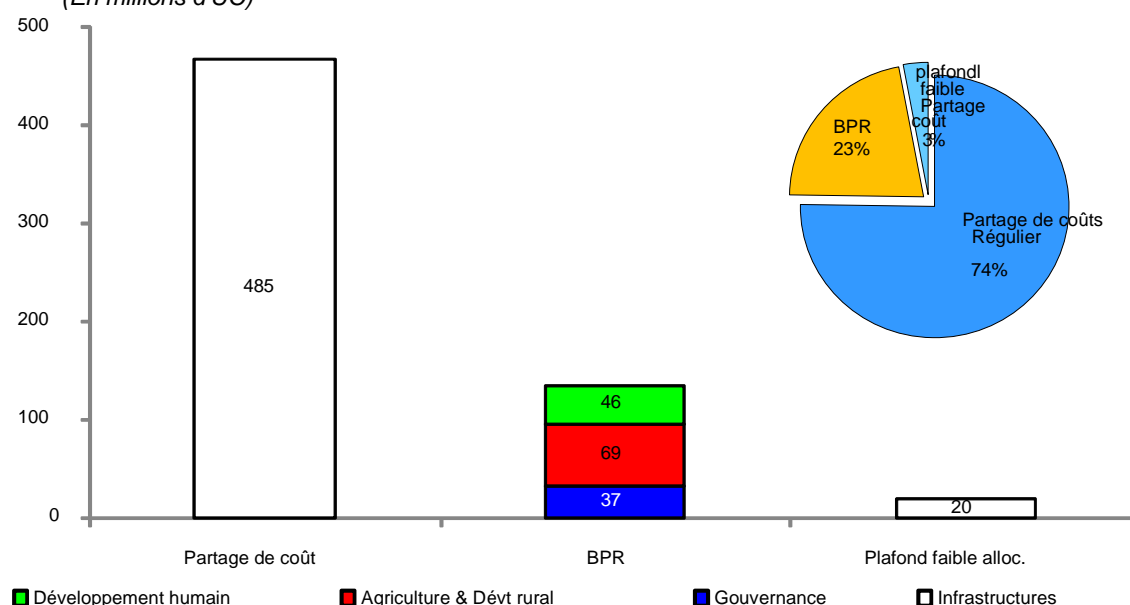
- 4.3 **Dans le cadre du pilier II**, des ressources ont été fournies pour financer les programmes d'apurement des arriérés de deux pays avec lesquels le Fonds s'est réengagé, à savoir le Togo et la Côte d'Ivoire. Ces opérations d'apurement des arriérés, qui ont eu lieu en juillet 2008 et mars 2009, correspondaient à 83 % des ressources disponibles au niveau de ce guichet.
- 4.4 **Dans le cadre du pilier III**, en juillet 2009, une assistance technique et un appui en matière de renforcement des capacités ont été fournis à 14 États fragiles, pour un investissement total de 16,80 millions d'UC (66,2 % des ressources du pilier III avant un transfert à partir du revenu net de 2008).

Renforcement de l'appui aux opérations régionales

- 4.5 Conformément aux indications stratégiques convenues et figurant dans le Rapport des plénipotentiaires, un cadre stratégique et opérationnel pour les opérations régionales a été adopté en mars 2008. La structure de ce cadre est la suivante : i) une allocation spéciale atteignant 17,5 % des ressources du FAD-11 nettes des déductions pour imprévus (965 millions d'UC) est mise de côté pour couvrir la part des coûts des opérations régionales non financée par les allocations des pays ; ii) il a été adopté une condition (ci-après dénommée « partage de financement » ou « partage des coûts ») selon laquelle un tiers du coût des projets doit être financé à partir de l'ABP du pays participant, sous réserve d'un plafond de partage de financement de 10 % de l'ABP du pays pour ceux dont l'allocation est égale ou inférieure à 20 millions d'UC ; et iii) des exemptions au partage de financement sont envisagées par le Conseil au cas par cas pour les projets classifiés comme biens publics régionaux remplissant certains critères convenus.
- 4.6 Seize opérations régionales étaient approuvées à fin juillet 2009 pour un montant total engagé de 943 millions d'UC, dont 657 millions d'UC (70 %) financés sur l'enveloppe dédiée aux opérations régionales et 286 millions d'UC (30 %) financés en partage de financement au moyen de ressources ABP. Des 16 opérations régionales, huit projets faisaient l'objet d'un partage de financement et huit consistaient en des opérations relatives aux biens publics régionaux sans partage de coûts. Du montant financé sur l'enveloppe des opérations régionales, 74 % (485 millions d'UC) a servi à appuyer des projets dont les coûts sont partagés avec les pays participants, tandis que 26 % (171 millions d'UC) a financé des projets qui sont exemptés totalement ou partiellement du partage des coûts parce qu'il s'agit

de projets relevant des biens publics régionaux auxquels le partage de financement ne s'applique pas, ou alors, dans un nombre limité de cas, parce que certains pays participants étaient assujettis à l'exemption du plafond de part leur faible allocation (Graphique 8).

Graphique 8: Partage du financement des opérations régionales et exemptions
(En millions d'UC)



5. Problématiques émergentes

- 5.1 Lors des 2 années de mise en œuvre du cadre convenu, les services de la Banque ont identifié et examiné certaines problématiques liées à la conception et à l'application de la formule d'ABP et auxquelles il conviendra de s'attaquer. Pour éviter des perturbations au sein même du cycle, la plupart de ces problématiques devront être résolues dans le contexte de la douzième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de développement (FAD-12) et non en milieu de cycle. Les services de la Banque s'emploient à résoudre ces problématiques et étudient diverses solutions. Ils ont par ailleurs partagé les analyses et les expériences sur un nombre de ces problèmes avec le groupe technique chargé de l'ABP des banques multilatérales de développement. Pour l'essentiel, ces problématiques sont encore en cours d'examen tant au niveau technique qu'à celui de la politique. La direction se penchera sur ces questions et présentera des propositions aux plénipotentiaires pendant les discussions sur le FAD-12.

Volatilité des portefeuilles et incidence sur les allocations

- 5.2 La grande volatilité des NPPP demeure une des principales sources de fluctuation des allocations du FAD aux pays, comme cela est le cas pour d'autres banques multilatérales de développement. Pour réduire la volatilité des NPPP, une méthodologie révisée de la NPPP a été adoptée dans le cadre du FAD-11 (similaire à l'IDA-15). Cette méthodologie a servi à modifier les NPPP de sorte à n'y inclure que les projets effectivement à problèmes et non ceux effectivement et potentiellement à problèmes (les projets potentiellement à problèmes avaient été identifiés comme une source majeure de volatilité), ainsi qu'à utiliser des données trimestrielles plutôt qu'annuelles. L'expérience des cycles d'allocation de 2008 et 2009 révèle toutefois que la volatilité des NPPP demeure grande pour bien des pays (tableau 5) et qu'elle reste beaucoup plus importante que toute autre composante de la formule d'évaluation de la performance des pays (tableau 4).

Tableau 4: Volatilité des portefeuilles

| Variation moyenne en 2008-2009 | | |
|--------------------------------|------|------------------------|
| EPIP | NPPP | Note de la gouvernance |
| 2 % | 25 % | 5 % |

Note: Ces moyennes ne comprennent pas les notes avec variation zéro et elles sont calculées sur la valeur absolue des variations (c'est-à-dire sans distinction entre variations positives et négatives)

- 5.3 Plusieurs facteurs expliquent la fluctuation des notes du portefeuille d'une année à l'autre, en ce qui concerne en particulier la qualité des notes et la taille du portefeuille. Des efforts sont certes déployés pour améliorer la qualité des notes grâce à diverses procédures de renforcement de la supervision qui sont actuellement mises en œuvre par le Département de l'assurance de la qualité et des résultats, mais la petite taille des portefeuilles des pays FAD — composés en moyenne de 11 projets, avec une variation considérable entre les pays — reste un facteur clé. Plus faible est le nombre de projets dans un portefeuille, plus prononcé sera l'impact d'une détérioration de performance d'un seul projet sur l'ensemble de la NPPP.

Tableau 5: Volatilité des portefeuilles et incidence sur les allocations

| Variation en pourcentage des NPPP, 2008 à 2009 | | | |
|--|--------|----------------------|---------|
| Somalie | n.d | Gambie | 0,0 % |
| Soudan | n.d | Ghana | 0,0 % |
| Comores | n.d | Guinée | 0,0 % |
| Libéria | n.d | Madagascar | 0,0 % |
| Zimbabwe | n.d | Malawi | 0,0 % |
| Burundi | 42,9 % | Mali | 0,0 % |
| Djibouti | 33,3 % | Mozambique | 0,0 % |
| Congo, Rép. du | 28,6 % | Nigéria | 0,0 % |
| Guinée-Bissau | 28,6 % | Rwanda | 0,0 % |
| Burkina Faso | 25,0 % | Sierra Leone | 0,0 % |
| Tchad | 25,0 % | Tanzanie | 0,0 % |
| Éthiopie | 25,0 % | Togo | 0,0 % |
| Lesotho | 12,5 % | Ouganda | 0,0 % |
| Mauritanie | 12,5 % | Zambie | 0,0 % |
| Angola | 0,0 % | Bénin | -20,0 % |
| Cameroun | 0,0 % | Kenya | -20,0 % |
| Cap-Vert | 0,0 % | Niger | -20,0 % |
| Rép. centrafricaine | 0,0 % | Sénégal | -20,0 % |
| Rép. dém. du Congo | 0,0 % | Côte d'Ivoire | -33,3 % |
| Érythrée | 0,0 % | São Tomé-et-Principe | -33,3 % |

- 5.4 Diverses options sont envisagées pour réduire davantage la volatilité des notes du portefeuille et améliorer leur qualité. Des propositions détaillées seront présentées aux plénipotentiaires dans le cadre des consultations sur le FAD-12.

Incidences de l'abattement au titre de l'IADM sur les allocations pays

- 5.5 Le montant des annulations de dette accordées dans le cadre de l'IADM augmenteront progressivement au cours des prochaines années jusqu'au pic qui sera atteint aux alentours de 2025. Ces montants seront déduits des allocations des pays concernés et réalloués à l'ensemble des pays comme décrit précédemment. Bien que le niveau global de l'abattement au titre de l'IADM devrait certes rester faible par rapport au niveau global des allocations, la volatilité occasionnée par cet abattement sur les allocations individuelles des pays concernés risque de créer des difficultés opérationnelles pour le Fonds. Sur la base d'estimations prudentes, une estimation interne des incidences qu'aurait l'abattement au titre de l'IADM sur les allocations des pays FAD pendant les vingt prochaines années montre que, bien que

l'éventuel impact de l'abattement sur les allocations d'environ la moitié des pays FAD soit nul ou positif, les allocations d'un nombre important de pays pourraient baisser d'un taux atteignant 15 % et celles d'une poignée de pays risquent de diminuer de plus de 25 %. Même si les incidences ultimes de l'abattement au titre de l'IADM seront fonction de la taille des reconstitutions futures, ces estimations illustrent la probabilité que l'aptitude du Fonds à fournir un appui financier à travers une allocation à certains pays éligibles puisse être considérablement bridée à l'avenir en raison de cet abattement.

Politiques de reclassification

- 5.6 La reclassification imminente du Cap-Vert, premier État à devenir un pays à financement mixte depuis que la Banque a adopté la politique de la Banque mondiale en matière de crédit en 1995, et l'éventuelle reclassification d'autres pays font naître le besoin, pour la Banque, d'élaborer une politique de reclassification qui fournit aux pays à financement mixte une combinaison adéquate de ressources pendant leur transition à une situation de solvabilité justifiant l'accès exclusif au guichet de la BAD. C'est dans ce contexte qu'ont surgi plusieurs questions pour lesquelles les conseils des plénipotentiaires sont nécessaires : i) la pertinence continue du plafond global de 5 % sur les ressources du FAD mises à la disposition des pays à financement mixte et son éventuel remplacement par des plafonds-pays spécifiques ; ii) l'adoption d'une période de réduction progressive des ressources du FAD pour les pays qui deviennent éligibles aux concours de la BAD ; et iii) l'adoption de conditions différenciées applicables aux pays exclusivement FAD et à ceux à financement mixte. Ces problèmes sont analysés de façon plus détaillée dans le document de la revue à mi-parcours du FAD intitulé « Questions relatives au régime des pays à financement mixte et à l'adoption d'une politique de reclassement des pays FAD ».

6. Conclusion and recommendations

- 6.1 Ce rapport a présenté la mise en œuvre du cadre d'allocation des ressources au titre du FAD pour le cycle du FAD-11. Il a confirmé le rôle clé du système d'ABP en tant que mécanisme fondamental d'allocation des ressources au titre du FAD-11 et il a identifié des questions et des problématiques connexes à sa mise en œuvre. Les plénipotentiaires sont invités à prendre note des progrès et des problématiques mis en relief ici.
- 6.2 Qui plus est, afin d'éviter une insuffisance de capacité d'engagement du FAD à la fin de 2009 et/ou au cours du premier trimestre de 2010, les plénipotentiaires sont invités à payer la troisième tranche de leur souscription au FAD-11 aussitôt que possible et à autoriser l'engagement précoce de leur souscription.

Annexe I: Classification des pays membres régionaux

| A. Pays éligibles aux financements FAD uniquement* | B. Pays éligibles aux financements mixtes BAD et FAD |
|--|--|
| <p>Angola Bénin Burkina Faso Burundi Cameroun Cap-Vert République centrafricaine Tchad Comores Congo République démocratique du Congo Côte d'Ivoire Djibouti Érythrée Éthiopie Gambie Ghana Guinée Guinée-Bissau Kenya Lesotho Libéria Madagascar Malawi Mali Mauritanie Mozambique Niger Rwanda São Tomé-et-Principe Sénégal Sierra Leone Somalie Soudan Tanzanie Togo Ouganda Zambie</p> | <p>Nigéria Zimbabwe</p> <p>C. Pays éligibles aux financements BAD uniquement</p> <p>Algérie Botswana Égypte Guinée équatoriale Gabon Libye ** Maurice Maroc Namibie Seychelles Afrique du Sud Swaziland Tunisie</p> |
| * | Sauf prêts d'un montant limité de la BAD en faveur des projets-enclaves et des projets du secteur privé. |
| ** | La Libye est un pays membre non emprunteur. |

Annexe II: Situation des souscriptions au FAD et état des paiements reçus au 4 septembre 2009

| États participants | Contributions de base en UC | Paiements reçus en UC | Valeur résiduelle en UC | Total des souscriptions assorties de réserve en UC | Portion des souscriptions assorties de réserve pour 2008 et 2009 en UC |
|---------------------------------------|-----------------------------|-------------------------|---------------------------|--|--|
| 1 AUTRICHE | 86,545,324.77 | 57,994,289.79 | (28,551,034.98) | - | - |
| 2 BELGIQUE | 66,863,048.35 | 44,610,992.15 | (22,252,056.20) | - | - |
| 3 BRÉSIL ¹ | 6,557,936.09 | - | (6,557,936.09) | 6,557,936.09 | 4,371,957.40 |
| 4 CANADA | 184,878,367.89 | 123,252,245.26 | (61,626,122.63) | - | - |
| 5 CHINE | 79,900,949.59 | 53,267,300.16 | (26,633,649.43) | - | - |
| 6 DANEMARK | 44,333,039.38 | 44,333,039.38 | - | - | - |
| 7 FINLANDE | 89,221,984.30 | 89,221,984.30 | - | - | - |
| 8 FRANCE | 347,115,129.81 | 231,410,087.42 | (115,705,042.40) | - | - |
| 9 ALLEMAGNE | 400,000,000.00 | 266,666,667.00 | (133,333,333.00) | - | - |
| 10 INDE | 6,434,446.57 | 4,289,631.06 | (2,144,815.51) | - | - |
| 11 ITALIE ² | - | - | - | - | - |
| 12 JAPON | 261,438,951.84 | 174,292,634.57 | (87,146,317.28) | - | - |
| 13 CORÉE | 32,474,255.40 | 21,649,503.60 | (10,824,751.80) | - | - |
| 14 KOWEÏT | 6,656,704.51 | 6,656,704.51 | - | - | - |
| 15 PAYS-BAS | 201,061,741.61 | 134,041,164.35 | (67,020,577.27) | - | - |
| 16 NORVÈGE | 167,029,491.84 | 111,352,994.56 | (55,676,497.28) | - | - |
| 17 PORTUGAL | 29,621,698.79 | 19,747,799.79 | (9,873,899.00) | - | - |
| 18 ARABIE SAOUDITE | 16,394,840.22 | 10,929,893.48 | (5,464,946.74) | - | - |
| 19 AFRIQUE DU SUD | 6,223,940.75 | 4,149,293.83 | (2,074,646.92) | - | - |
| 20 ESPAGNE | 110,938,733.94 | 73,959,155.96 | (36,979,577.98) | - | - |
| 21 SUÈDE | 160,994,399.97 | 107,329,599.98 | (53,664,799.99) | - | - |
| 22 SUISSE | 91,186,539.84 | 60,791,026.12 | (30,395,513.72) | - | - |
| 23 ROYAUME-UNI | 547,150,748.56 | 364,767,165.71 | (182,383,582.85) | - | - |
| 24 ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ³ | 306,944,198.52 | - | (306,944,198.52) | 208,575,157.23 | 106,260,424.82 |
| TOTAL | 3,249,966,472.52 | 2,004,713,172.95 | (1,245,253,299.57) | 215,133,093.31 | 110,632,382.22 |

¹ La souscription du participant est assortie de réserve jusqu'en 2011

² Le participant n'a pas encore déposé son instrument de souscription mais s'est engagé pour 194 642 996 UC durant la réunion finale de reconstitution

³ Le participant n'a pas encore payé les deux premières tranches; cependant, le paiement de 150 millions de dollars EU (98 369 041,30 d'UC des 204 629 466,12 UC dus pour 2008 et 2009) est attendu prochainement

Annexe III: Processus d'allocation basée sur la performance

1. L'allocation des ressources disponibles du Fonds aux pays FAD remplissant les conditions requises pour le financement de projets, programmes et opérations d'assistance technique est un processus en trois étapes. Premièrement, les ressources sont allouées aux pays pouvant y prétendre à l'aide de la formule d'ABP. Deuxièmement, les modalités de financement par pays (prêt, don ou combinaison prêt/don) sont déterminées au moyen du CSD convenu. Troisièmement, l'allègement de dette octroyé aux PMR éligibles au titre de l'IADM est déduit de leur allocation et les fonds de remplacement fournis par les bailleurs sont réaffectés à tous les PMR exclusivement FAD.

Première étape : application de la formule d'ABP

2. Les ressources disponibles sont allouées à l'aide de la formule d'ABP ci-dessous :

$$A_i = (CPA_i)^4 \times \left(\frac{GNI}{P}\right)_i^{-0.125} \times P_i^1$$
$$CPA_i = 0.26 CPIA_{(A-C)_i} + 0.58 GR_i + 0.16 CPPR_{(REV)_i}$$

Où : A_i est l'allocation pour le pays i
 EPP_i est l'évaluation de la performance du pays i
 $(RNB/P)_i$ est le revenu national brut (RNB) par habitant du pays i
 $EPIP_{(A-C)_i}$ est l'évaluation des politiques et des institutions du pays i (EPIP)
 NG_i est la note de la gouvernance du pays i
 $NPPP_{(REV)_i}$ est la note révisée de la performance du portefeuille dans le pays i (NPPP)
 P_i est le chiffre de la population du pays i

3. La formule d'ABP a deux principaux déterminants :
 - les besoins du pays, mesurés par son RNB par habitant et sa population (P) ;
 - la performance du pays, déterminée par la note de sa performance.
4. Il a été convenu d'apporter les modifications ci-après au système d'ABP durant la période du FAD-11 :
 - Accroître la prévisibilité de l'allocation pays :
 - l'ABP sera effectuée par année civile, à l'aide des notes ressortant du CSD au 1er janvier de chaque année opérationnelle
 - les plus récentes données démographiques disponibles provenant de sources convenues seront maintenues constantes sur la période de la reconstitution : pour le FAD-11, les données utilisées sont celles de la Division population des Nations Unies pour 2007
 - une moyenne mobile triennale sera utilisée pour le revenu par habitant : les données 2005-2007 tirées des Indicateurs du développement dans le monde sont utilisées pour le présent cycle, les données 2004-2006 de même source ayant servi pour les allocations de 2008
 - la NPPP ne représentera plus que les projets effectivement à problèmes et utilisera des données trimestrielles plutôt qu'annuelles.
 - Simplifier la formule dans le souci d'une plus grande transparence, comme pour la quinzième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement :
 - la note d'EPIP n'inclura que les trois premiers groupes (A, B et C) des indicateurs convenus, pour éliminer le double comptage de la gouvernance
 - la note de la gouvernance comprendra désormais l'actuel groupe D utilisé pour l'EPIP
 - une nouvelle formule additive, qui rend explicites les coefficients de pondération de chaque variable, sera utilisée pour calculer les allocations

- la note de la performance du pays sera égale à $0,26 \text{ EPIP A-C} + 0,58 \text{ EPIP D} + 0,16 \text{ EPPP REV}$
 - l'allocation de base du pays FAD sera égale à l'allocation minimum + (note de la performance du pays) $4 \times (\text{RNB/habitant}) - 0,125 \times \text{population}$
 - le coefficient effectif de pondération de chacune des principales variables de l'évaluation de la performance des pays sera inchangé par rapport à la formule utilisée dans le cadre du FAD-10.
5. Une augmentation du RNB par habitant se traduit par une diminution de l'allocation par habitant, tandis qu'un accroissement de la note d'évaluation de la performance des pays attribuable à l'impact positif net de l'EPIP, à la note de la gouvernance et à la NPPP conduira à une augmentation de l'allocation par habitant. Le paramètre population (P) permet de convertir les allocations pays par habitant en allocations pays totales. Les pays ayant une population relativement nombreuse obtiennent des allocations de ressources plus importantes en termes absolus.
6. En outre, les principes directeurs suivants ont été appliqués pour le calcul de l'allocation des ressources au titre du FAD-11 :
- Les allocations individuelles des pays sont plafonnées à 10 % des ressources totales disponibles pour les pays exclusivement FAD, équivalant à 393,5 millions d'UC. Ce plafond a été fixé au stade de l'allocation de base, c'est-à-dire sur les résultats initiaux de l'application de la formule d'ABP. Les montants dépassant le plafond ont été réaffectés aux autres pays exclusivement FAD selon la formule d'ABP.
 - Une base et un minimum de 5 millions d'UC ont été appliqués pour tous les pays. Les allocations finales ont été ajustées pour tenir compte de cette allocation minimum.
 - Deux pays à financement mixte, le Nigéria et le Zimbabwe, restent plafonnés à 5 % des ressources disponibles et leurs allocations ne sont assujetties à aucun autre ajustement (c'est-à-dire le CSD, la réaffectation de la portion liée à l'incitation, l'IADM et les ajustements relatifs à l'allocation minimum).
 - Pour les pays sans portefeuille actif (en général des pays sous le coup ou en sortie de sanctions), la NPPP a été ramenée à zéro. Cela signifie effectivement que le coefficient de pondération (0,16) de la formule est ajouté à la note d'EPIP, faisant ainsi passer son coefficient de pondération de 0,26 à 0,42.
 - Sur la base de la proposition soumise au Conseil d'administration au sujet de la réponse de la Banque à la crise financière¹⁶, les allocations du Soudan et de la Somalie, pays sous sanction de longue durée, ont été affectées aux autres pays exclusivement FAD en utilisant le système d'ABP.
 - Le Cap-Vert a été maintenu comme pays exclusivement FAD et son allocation a été calculée sur cette base, en attendant son accession formelle au statut de pays à financement mixte (qui devrait intervenir au cours de l'année 2009) et sous réserve des conclusions des prochaines discussions sur le régime applicable aux pays à financement mixte.

Deuxième étape : le CSD et la formule du volume modifié

7. Le CSD est utilisé pour déterminer le risque de surendettement de chaque pays. Il repose sur deux critères : i) la solidité institutionnelle et la qualité des politiques visant à résister au surendettement ; et ii) les indicateurs du fardeau de la dette par pays (c'est-à-dire la valeur actuelle nette du ratio dette/produit intérieur brut, la valeur actuelle nette du ratio dette/exportations et le ratio service de la dette/exportations). Les pays sont classés en trois catégories de « feux de signalisation », le rouge indiquant un risque de surendettement élevé, le jaune un risque modéré, et le vert un risque faible. Les pays de la catégorie « feu rouge » peuvent bénéficier de 100 % de dons, ceux de la catégorie « feu vert » de 100 % de prêts et ceux de la catégorie « feu jaune » d'une combinaison de 50 % de dons et 50 % de prêts.
8. Dans le cadre du FAD-11, une formule du volume modifié est appliquée. Le but primordial de cette formule est de couvrir en amont les frais administratifs afférents aux allocations sous forme de dons et de renforcer la structure incitative du système d'ABP. La formule du volume modifié consiste à appliquer un abattement de 20 % à tous les dons. L'abattement se décompose en une

¹⁶ Documents ADB/BD/WP/2009/08 et ADF/BD/WP/2009/05

portion de 10,12 % liée aux commissions et une portion de 9,88 % liée à l'incitation. La méthode d'ABP est ensuite utilisée pour réaffecter la portion liée à l'incitation à tous les pays exclusivement FAD, afin de renforcer la structure incitative du système d'ABP. Conformément à l'accord contenu dans le Rapport des plénipotentiaires, les allocations ABP des États fragiles¹⁷ éligibles aux dons sont assujetties à l'abattement lié aux commissions et exonérées de l'abattement lié à l'incitation. L'abattement sur les dons ne s'applique pas aux allocations complémentaires au titre du pilier I de la FEF. La part des dons dans l'allocation de chaque pays après application du CSD est maintenue tout au long du processus.

Troisième étape : effet de l'abattement IADM

9. L'entrée en vigueur de l'IADM en septembre 2006 a ajouté une autre étape au processus d'allocation des ressources du FAD. Les pays remplissant les conditions requises pour bénéficier d'une annulation de la dette au titre de l'IADM voient les paiements de service de la dette non recouvrés déduits de leur allocation, par le mécanisme d'abattement. Les ressources fournies par les bailleurs au FAD pour compenser ses manques à gagner dus à l'annulation des dettes au titre de l'IADM sont réaffectées à tous les pays exclusivement FAD à l'aide du système d'ABP.

¹⁷ Aux fins de la planification des allocations, le terme « États fragiles » désigne ici les neuf pays potentiellement éligibles au pilier I de la FEF. Au cas où le pays ne deviendrait pas éligible, son allocation serait ajustée en conséquence.